

Sécurité et santé au travail

# une extension de la responsabilité

La formation de la sécurité en hauteur gagne en importance



Dans le secteur du bâtiment, beaucoup de chutes pourraient être évitées si toutes les mesures de protection étaient appliquées. (PHOTO: TEDDY JAANS)

cette entreprise s'occupe de l'assistance et de la conception de systèmes de protection antichute et d'accès sécurisés. Elle est présente sur la plupart des grands chantiers au Luxembourg. La France constitue cependant son marché principal, suivie du Grand-Duché et de la Belgique. Certaines commandes portent sur des projets hors du continent européen, notamment en Guadeloupe et au Brésil.

Evolution rapide

Compte tenu des progrès technologiques incessants, les firmes sont obligées de s'adapter pratiquement d'une année à l'autre. « Dans le bâtiment, on a tendance à économi-

ser de plus en plus », constate Fernand Braun. Conséquence : les structures deviennent toujours plus fragiles, ce qui exige une attention accrue en matière de prévention. En cas de chute, certaines structures peuvent libérer jusqu'à deux tonnes de force, souligne le directeur général. Safetyconcept propose dès lors ses services pour auditer l'ensemble d'une infrastructure, d'en faire l'analyse des risques et de préconiser les mesures à prendre. «Nous livrons des solutions quasiment sur mesure», observe-t-il. Lors de la construction d'édifices, nombre de clients oublient qu'il faudra également s'occuper de la maintenance, où le respect des règles de sécurité

est tout aussi primordial. Or il n'est pas toujours facile de convaincre les dirigeants d'une entreprise d'investir aujourd'hui pour pouvoir effectuer correctement le travail de demain.

Le métier des professionnels de la sécurité en hauteur est en pleine expansion mais il n'existe pas encore d'école. « Pour le moment, nous faisons notre formation nous-mêmes », raconte Fernand Braun, qui précise que son équipe compte aussi des formateurs agréés pour les monteurs. Afin de donner un coup de pouce à la formation, il a été l'instigateur de la création, en mars 2012, de la Fédération luxembourgeoise des professionnels de la sécurité en hauteur, qui regroupe neuf membres spécialisés dans les dispositifs d'ancrage, le travail sur cordes et le port de harnais. La fédération s'est alliée à l'Institut de formation sectoriel du bâtiment, travaille à l'élaboration de règles de conduite et assure la formation des prescripteurs.

La responsabilité des divers acteurs devient peu à peu une notion centrale de la réglementation en matière de protection antichute : elle a tendance à s'étendre aux propriétaires des sites et aux exploitants des bâtiments. Selon Fernand Braun, il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur un texte légal, car si l'on se contente de définir la responsabilité sur une base purement volontaire, on se heurte très vite à des limites.

# téger l'acier en France» pour exister?

L'industriel Lakshmi Mittal auditionné à l'Assemblée nationale



Lors de son audition, Lakshmi Mittal a exclu une aciérie électrique à Florange mais évoqué des investissements à Dunquerque et Fos. (PHOTO: AFP)

Liebgott, qui avait été reçu la veille par Matignon pour «poser les bonnes questions». Et le parlementaire de Moselle de continuer: «il nous a assurés de l'importance, à ses yeux, de la sidérurgie française».

Mais l'industriel indien n'était pas venu qu'avec des bonnes nouvelles: «même s'il a loué la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice), il a clairement mis en garde contre les importations à bas prix et explicitement critiqué les coûts élevés du travail dans l'Hexagone», expliquait un membre de droite de la commission.

Questionné sur ce sujet, Mittal «n'a pas apporté d'éléments particulièrement positifs: il a insisté sur le manque de croissance européenne pour soutenir la demande et indiquer que, sans le retour de celle-

ci, il serait difficile de résister à la concurrence mondiale».

«Ce qu'il ne comprend pas, c'est comment l'Europe veut-elle exister sans se protéger, sans défendre par moment ses frontières?», affirmait encore un parlementaire, concluant que «là, on ne savait pas trop quoi répondre». Critique sur l'UE, on comprend mieux pourquoi l'auditionné ne s'est pas déplacé à Bruxelles lorsqu'il devait y être écouté.

Quid de Florange? «Il a simplement confirmé l'investissement inscrit dans la feuille de route, c'est-à-dire les 180 millions d'euros dans la filière liquide», concédait Michel Liebgott, qui précisait toutefois que l'industriel «a fait comprendre qu'ils avaient été obtenus uniquement parce que le gouvernement les avait arrachés». Ulcos? «Je ne peux rien dire, la feuille de route sera

dévoilée lundi prochain», a répondu un autre parlementaire... tout en concédant à demi-mot: «ce que contient l'accord signé par Matignon, ce n'est pas Ulcos mais la production sur place d'acier à faible émission de carbone: ce sera comme ça qu'on construira la sidérurgie du futur». Sur cette question, «il est prêt à s'engager», a confirmé le président Grellier, précisant qu'«il y a deux problèmes: le contexte scientifique pour s'assurer que tout est maîtrisé et la coopération, car il (Mittal) veut savoir qui l'accompagne sur le sujet».

Des questions sans réponse

«Non, il n'a pas répondu à toutes les questions posées», regrettait un membre de la commission. Abondant dans ce sens, le socialiste Liebgott ajoutait: «effectivement, il n'a pas répondu aux questions qui l'embêtaient concernant le sort des intérimaires de Florange, les montants qu'il a récupérés du CO<sub>2</sub> ou la somme engrangée par les crédits d'impôts». Pour résumer, un sentiment étrange selon certains élus qui confiaient «que par moment, on avait l'impression qu'il était venu nous mettre en garde plus que répondre à nos demandes et nous faire des concessions ... clairement, pour lui, si on veut exister, il faut s'ériger contre l'arrivée de l'acier bon marché». «Et si on fait ça, c'est Bruxelles qui nous tapera dessus», résumait, amer, un autre parlementaire.

# „Bank Runs“ und staatliche Interventionen

Die Kolumne der „Luxembourg School of Finance“

Es ist seit langem bekannt, dass Banken eine ganz besondere Rolle als Liquiditätsversorger in der Wirtschaft haben. In der Tat erleichtern Banken die Diversifizierung von Portfolios der wirtschaftlichen Akteure und erfüllen somit eine Liquiditäts-Transformations-Funktion in der Ökonomie. Dennoch sind Banken sogenannten „Bank Runs“ ausgesetzt, die durch verschiedene Faktoren ausgelöst werden können. „Bank Runs“ können ernsthafte Liquiditätsengpässe verursachen, die wiederum ein Finanzsystem in eine Krise stürzen lassen können und damit schädliche Folgen für die gesamte Wirtschaft haben. Dies legt die Grundlage für staatliche Intervention und eine umsichtige Regulierung des Bankensystems.

Banken erfüllen kostbare Liquiditätsdienste auf beiden Seiten ihrer Bilanzen, da sie gleichzeitig im Einlagen- als auch dem Kreditgeschäft tätig sind. Auf der Aktivseite gewähren Banken illiquiden Schuldnern (Einzelpersonen, Unternehmen, Regierungen etc.) Kredite, während sie auf der Passivseite wertvolle Liquidität auf Abruf an die Einleger anbieten. Es gibt jedoch eine inhärente Inkompatibilität zwischen diesen beiden Aktivitäten. Wenn Einleger Liquidität in einer Zeit verlangen, in der die Bank über nicht genügend Geld verfügt, wird dies die Bank zu einem „Fire-Sale“ von illiquiden Vermögenswerten zwingen, bei dem diese unter Wert verkauft werden müssen, um die Einleger, die ihr Geld als erstes einfordern, auszubahlen. Es ist daher eine verbreitete Strategie, dass Einleger auf die Aussicht, dass andere als erstes ihre Einlagen abheben, selbst sofort ihre Depots stürmen. Dies führt dazu, dass sich die Prophezeiung des Runs selbst erfüllt, was zur Insolvenz der Bank führen kann. Die Angst vor einem Run diszipliniert die Bank, die sich dazu verpflichtet, ihren Einlegern das zu zahlen, was sie ihnen versprochen hat. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass sich Banken mit Sichteinlagen selbst finanzieren, wodurch eine fragile Kapitalstruktur entsteht, die als Verpflichtungsmechanismus zur Bereitstellung von Liquidität funktioniert.

Die Ursprünge eines „Bank Runs“ können auch auf der Passivseite der Bankbilanz ausfindig gemacht werden. Ein Run kann auch als Ergebnis einer Undurchsichtigkeit mehrerer Arten von Vermögenswerten, wie etwa nicht marktgängige oder versteckte, außerbilanzielle Positionen, herbeigeführt werden. Einleger und andere Wirtschaftsakteure können Vermögenswerte dieser Art nicht genau bewerten. Da undurchsichtige Vermögenswerte von Bankkunden als illiquide eingeordnet werden, erhöht sich so die Wahrscheinlichkeit einer unvorhergesehenen Depotabhebung.

Ein aggregierter Liquiditätsschock, der aus einer „Bank Run“-Situation resultiert, kann sich durch Bankenpleiten auf das gesamte Finanzsystem ausbreiten – unabhängig von welcher Seite der Bilanz der „Bank Run“ ausgeht. Ein „Bank Run“ auf Einlagen, der dadurch entsteht, dass Banken gemeinsamen Risikofaktoren wie der Wahrscheinlichkeit eines Staatsbankrotts ausgesetzt sind, zwingt Bankhäuser dazu



Nikolaos Papanikolaou

augenblicklich Ressourcen zu produzieren, was auf Kosten der mittel- und langfristigen Produktionsmöglichkeiten der Wirtschaft geht. Ein „Bank Run“ kann somit aggregierte Liquiditätsengpässe verschärfen, was durch Ansteckungseffekte zur Insolvenz weiterer Banken führt, was wiederum weitere „Bank Runs“ verursacht, und

Papani-

den Ressourcenpool weiter austrocknen lässt, bis zu dem Punkt, an dem das Finanzsystem kollabiert.

Es gibt eine Reihe von Regeln, die als aufsichtsrechtliche Regulierung bekannt sind, die u.a. dafür sorgen, dass das Finanzsystem vor „Bank Runs“ geschützt wird. Regierungen haben schon seit längerem eine Reihe rechtlicher Regelungen verabschiedet, die Banken gegen destabilisierende Runs absichern sollen. Diese Regelungen betreffen vor allem die Errichtung eines Zentralbankkredits und die Bereitstellung von Einlagensicherung. Als ex-post Maßnahme gegen „Bank Runs“ können Regierungen sich ebenfalls dazu entscheiden, eine Bank zu retten, wenn diese sich am Rande des Bankrotts befindet. Diese Bailouts sind jedoch fast ausschließlich auf system-relevante Institutionen ausgerichtet, und gelten nicht für den gesamten Bankensektor.

Liquiditätslinien, entweder durch die Zentralbank oder durch einen Einlagensicherungsmechanismus bereitgestellt, haben sich als fundamental bei der Sicherung von Bankensolvenzen, sogar unter extremen wirtschaftlichen Bedingungen, herausgestellt. Jede Art politischer Entscheidungen, welche die etablierten regulatorischen Vorschriften angreifen, bilden eine fundamentale Verzerrungsquelle und können erschütternde Auswirkungen auf den Betrieb des Bankensektors und der gesamten Wirtschaft haben. Der erwartete Nutzen aus einer solchen Art von Entscheidungen muss sorgfältig gegen die möglichen Kosten abgewogen werden, wie unter anderem die Sorge schwerer Schäden der kurz- und langfristigen Handelsanreize der Wirtschaftsakteure. Deshalb sollten Politiker mit ihren Entscheidungen sehr vorsichtig sein und mit höchstmöglicher Einsichtigkeit handeln, da sie das Funktionieren des gesamten Systems beeinflussen können.

Der Autor: Nikolaos Papanikolaou ist Post-Doc Researcher an der „Luxembourg School of Finance“, dem Fachbereich Finanzen der Fakultät für Rechts-, Wirtschafts- und Finanzwissenschaften der Universität Luxemburg.

In Zusammenarbeit mit:

